

## Rwanda

« On se heurte à un secret d'État » : qui a assassiné les gendarmes français en 1994 et pourquoi ?

Luc Chaillot

DNA, 8 mai 2026

**Les familles des deux gendarmes français veulent la vérité, 32 ans après leur assassinat au Rwanda, probablement lié au génocide de 1994. Cette affaire trouble recèle de nombreuses zones d'ombre et incarne les errements de la France à l'époque.**

*Luc Chaillot, envoyé spécial à Kigali (Rwanda)*

Des bières Primus et Mützig sur leur table près du billard, les clients du M-Plus ignorent tout des secrets de la maison devenue un bar-restaurant au centre de Kigali. C'est là qu'avaient été retrouvés enterrés les deux gendarmes français assassinés au début du génocide en avril 1994. Le mystère reste entier, 32 ans après la mort d'Alain Didot et René Maier, envoyés au Rwanda pour former les militaires rwandais aux transmissions radio et à la police judiciaire. Les deux adjudants-chefs de 44 et 47 ans ont été tués dans des circonstances qui restent inexplicables, ainsi que Gilda Didot, l'épouse d'Alain, et Jean-Damascène Murasira, le gardien rwandais de



Alain Didot et son épouse Gilda ainsi que René Maier ont été assassinés en avril 1994 à Kigali, la capitale du Rwanda, au début du génocide qui a fait plus de 800 000 victimes en trois mois. Photos DR

la maison du couple.

Le quadruple assassinat a eu lieu deux jours après le crash de l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, abattu le 6 avril 1994 par un tir de missile dont les auteurs restent inconnus. Cet attentat a été le déclencheur du génocide. Plus de 800 000 Rwandais, essentiellement de la minorité tut-

sie, ont été massacrés en trois mois.



Le 6 avril 1994, un tir de missile a entraîné le crash de l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, un Falcon fourni par la France. Le pilote et les membres d'équipage français ont aussi été tués, ainsi que le président burundais Cyprien Ntaryamira. Cet attentat a été le déclencheur du génocide. Photo d'archives Sipa/Jean-Marc Bouju

« *La France a des choses à cacher. Elle a été morveuse dans cette affaire* », estime Gaëtan Lana, le frère de Gilda Didot, qui ne comprend pas l'absence d'enquête et n'exclut pas une tuerie commise par des « *barbouzes* ». La famille d'Alain Didot est persuadée d'avoir été placée sur écoute après le drame. « *Il y avait des parasites sur la ligne* », confie son beau-frère, qui vit près de Metz (Moselle).

## « Un long silence pesant »

« *On se heurte à un secret d'État et à un long silence pesant* », déplore Christophe, le fils de René Maier, dont le père était Stras-



La maison où ont été trouvés les corps des trois Français et leur gardien rwandais assassinés en 1994 est devenue un bar-restaurant. Photo EBRA/Luc Chaillot

bourgeois. « *Cette affaire est complexe car elle est liée au rôle de la France dans le génocide. Il y a eu une chape de plomb* », explique Guillaume Ancel, un des anciens militaires français de l'opération Turquoise qui visait à mettre fin au génocide. « *Les génocidaires Hutus ont-ils voulu se venger de la France qui commençait à leur reprocher leurs exactions ? Cela ne m'étonnerait pas mais je n'ai aucune preuve* », confie Jacques Courbin, ambassadeur de France au Rwanda de 1994 à 1998. Le dernier appel d'Alain Didot le 8 avril 1994 est troublant car ses beaux-parents ont entendu une voix lui ordonnant de raccrocher, tout comme les faux certificats de décès parlant de « *mort accidentelle* ».

L'ancien lieutenant-colonel Michel Robar-dey, qui a bien connu le couple Didot au Rwanda, est persuadé qu'ils ont été tués par les soldats du Front patriotique du Rwan-



La maison du drame est toujours là, mais les habitants du quartier ignorent tout du quadruple assassinat qui s'est produit en plein chaos alors que démarrait le dernier génocide du XXe siècle. Photo EBRA/Luc Chaillot

da (FPR), qui ont arrêté le génocide et pris le pouvoir à Kigali. Les rebelles tutsis de Paul Kagamé, l'actuel président du Rwanda, avaient des raisons d'en vouloir à la France, soutien du régime hutu génocidaire. « *Les antennes sur le toit de la villa dérangent le FPR même si elles n'étaient pas ce qu'ils croyaient car Alain Didot était radioamateur et ne s'occupait que du réseau de sécurité de l'ambassade. Il n'y avait plus d'écoutes françaises en 1994* », affirme l'ancien officier de gendarmerie. Une autre piste envisagée est celle d'extrémistes hutus qui auraient tué les Français car des Tutsis s'étaient cachés chez les Didot.

La commission d'historiens qui a étudié l'implication de la France dans le génocide n'a pas apporté d'éléments nouveaux sur la mort des gendarmes. Le rapport Duclert a

conclu à « *des responsabilités accablantes* » en raison d'un soutien aveugle au régime raciste hutu mais à l'absence de « *complicité* » dans le génocide. Opérateur radio, Alain Didot avait-il des informations sur les auteurs de l'attentat contre l'avion présidentiel ? Cette piste est évoquée par le juge qui refuse en 2014 d'étendre l'enquête sur le crash de l'avion à l'assassinat des gendarmes. Richard Mugenzi, un ancien espion du gouvernement Habyarimana, avance une autre hypothèse. « *Les gendarmes ont été assassinés par le régime qui les soupçonnait de double jeu et de donner des informations au FPR* », affirme cet ex-collaborateur du Tribunal pénal international pour le Rwanda d'Arusha (Tanzanie).

## Enfin reconnus morts pour France

Le couple Didot et René Maier ont enfin été reconnus morts pour la France en 2025. Une plaque a été dévoilée le 23 avril dernier à l'ambassade de France à Kigali, sans en informer leurs familles. Ce 8-Mai, un hommage sera rendu à Alain et Gilda Didot dont les noms sont inscrits sur le monument aux morts de Piennes (Meurthe-et-Moselle) où ils sont enterrés. En février dernier, la plainte contre X avec constitution de partie civile déposée en avril 2024 par les familles et l'association Survie a été jugée irrecevable pour cause de faits prescrits. Elles ont fait appel.

La présence lors de la cérémonie à l'ambassade d'Olivier Christen, le procureur

national antiterroriste, a été diversement appréciée. « *C'est une bonne chose mais c'est aussi une façon d'enterrer l'affaire* », estime Hector Bernardini, avocat des familles des victimes. « *Visiblement, le parquet n'a pas envie qu'on enquête dans ce dossier. On se heurte à des murs qu'on ne voit que dans des dossiers touchant au secret-défense et à la raison d'État.* »

## « Des choses pas claires » pour le Belge qui a déterré les victimes témoigne

« *Il y a beaucoup de choses pas claires de la part des Français dans cette affaire mais la raison d'État explique parfois certaines choses* », avance Jean Thiry, le Casque bleu belge qui a déterré les trois Français assassinés en 1994 au Rwanda. « *L'armée française ne pouvait pas traverser les lignes du FPR (Front patriotique rwandais). On nous a demandé de chercher trois personnes supposées mortes* », raconte l'ancien médecin-major de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar).

Jean Thiry tombe sur un mur souillé de sang mais il ne trouve rien dans la villa « *sens dessus dessous* », à part un chien et un képi de gendarme. Rentré bredouille, le militaire est renvoyé sur place avec la consigne de chercher dans le jardin. « *On a fouillé un tumulus derrière la maison et on a trouvé trois corps dans un état de décomposition assez avancée, dont celui d'un jeune Africain* », explique-t-il. « *Il y avait des tirs de mortier. On a ramené les*

*sacs mortuaires à l'hôtel Méridien.* »

## « Le petit Noir était de trop »

« *Les Français nous ont dit qu'il fallait trois Blancs et que le petit Noir était de trop* », raconte Jean Thiry qui retourne une troisième fois dans la maison. « *Au fond du jardin, on a déterré le corps de René Maier.* » Le Casque bleu décide de réenterrer le cadavre du gardien rwandais où il l'avait trouvé. « *C'est ce qui semblait le plus décent. Il y avait déjà des corps de victimes du génocide partout* », explique Jean Thiry. Après une deuxième nuit dans une remorque sur le parking du Méridien, les corps des trois Français sont remis à l'armée française qui les rapatrie en France tandis que les derniers Français sont évacués du Rwanda.

Jean Thiry ne sait pas qui a tué les gendarmes. « *Il me semble toutefois que si le FPR avait été responsable, il ne nous aurait pas laissés entrer dans la maison.* » Le Belge se souvient d'un autre détail qui l'avait étonné. « *Un lieutenant-colonel français nous avait dit : s'il y a du matériel qui vous intéresse dans la maison, ne vous gênez pas, prenez-le.* »

## Le génocide des Tutsis, une priorité pour le parquet national antiterroriste

Le procureur de la République antiterroriste Olivier Christen s'est rendu au Rwanda du 21 au 24 avril « dans le cadre de la coopération avec le parquet général du Rwanda concernant l'ensemble des procédures liées au génocide des Tutsis, qui constituent une priorité du parquet national antiterroriste », précise le Pnat. « Ces procédures représentent près d'un quart de l'activité du pôle crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre du Pnat, avec 36 procédures en cours sur les 164 suivies par le pôle. Sur les 17 procès en matière de crimes internationaux qui se sont tenus depuis 2012, année de création du pôle, 12 concernaient le génocide des Tutsis au Rwanda », explique le parquet.

Ces procès font systématiquement l'objet d'un enregistrement à des fins de conservation de la mémoire historique. Ils ont conduit à des condamnations dont les peines sont comprises entre 14 ans de réclusion criminelle et la réclusion criminelle à la perpétuité. « L'accélération des procès depuis 2021 traduit la détermination du Pnat et de la cour d'appel de Paris à lutter contre l'impunité des auteurs des crimes commis au préjudice des Tutsis en 1994 et ayant conduit à l'assassinat de près d'un million de personnes en 100 jours », ajoute le Pnat. « Ce déplacement au Rwanda a été l'occasion de consolider les liens du Pnat avec le parquet général rwandais et de faciliter l'accès aux archives administratives, judiciaires et militaires afin de pallier les limites de la prédominance des preuves testimoniales dans ce type d'enquête », ajoute le parquet.



René Maier a été inhumé à Martigues (Bouches-du-Rhône) où il avait effectué une partie de sa carrière dans des brigades de recherches de la gendarmerie. Il était un spécialiste de la police technique et scientifique. Photo DR



La cérémonie à l'ambassade s'est déroulée en présence de l'ambassadrice Aurélie Royet-Godin et du procureur de la République antiterroriste Olivier Christen mais les familles n'en avaient pas été informées. Photo Ambassade de France



Le jardin où les corps des gendarmes français ont été retrouvés enterrés est devenu un bar. La maison du drame accueillait les studios d'une radio locale FM avant d'être transformée en restaurant et en agence de location de voitures. Photo EBRA/Luc Chaillot